Annexe III

Fiche de renseignements sur les candidats postulant au Comité des droits de l’enfant

**Nom et prénom :** OTANI Mikiko

**Date et lieu de naissance :** 18 novembre 1964, Osaka

**Lieu de résidence :** Tokyo

**Nationalité :** Japonaise

**Adresse email :** motani@otani-p.com

**Langues de travail :** Anglais

**Situation/fonction actuelle :**

* Membre, Comité des droits de l’enfant (CDE) (2017-aujourd’hui)
* Membre du conseil, Institut des droits de l’homme de l’Association internationale du barreau (2017-aujourd’hui)
* Directrice, Comité japonais pour l’UNICEF (2018-aujourd’hui)
* Représentante du Japon, Section du droit familial et des droits de la famille de l’Association juridique de l’Asie et du Pacifique (2008-aujourd’hui)
* Avocate associée, Cabinets d’avocats Otani & Partners (2017-aujourd’hui)
* Chargée de cours, École supérieure de droit, Université Soka (2004-aujourd’hui)

**Principales activités professionnelles, en particulier dans le domaine des droits de l’enfant :**

* Membre du CDE depuis 2017 et investissement dans la protection et la promotion des droits de l’enfant, avec une longue expérience d’engagement dans les mécanismes des droits de l’homme de l’ONU, dont le CDE, ainsi que de pratique du droit et d’activités d’ONG dans le but de soutenir la mise en œuvre au Japon de la Convention relative aux droits de l’enfant.
* Environ 30 ans de pratique du droit dans le domaine du droit familial, avec une attention particulière aux droits des enfants, des femmes et des migrants, et une expertise spéciale dans le droit familial international et le droit international des droits de l’homme.
* Grande spécialiste internationalement reconnue de la Convention sur les aspects civils de l’enlèvement international d’enfants.
* Rôle de représentant suppléant du Japon au Troisième comité de l’Assemblée générale des Nations Unies en 2005 et 2006 et participation à diverses conférences des Nations Unies sur les droits de l’homme, les questions relatives aux femmes et la prévention de la criminalité.
* Engagement dans le travail d’associations du barreau aux niveaux national et international dans le champ des droits de l’homme et fourniture de formation et de conseils d’expert à des avocats, juges et représentants du gouvernement à l’échelon régional, national ou international.
* Invitations fréquentes à traiter de questions relatives aux droits de l’enfant dans des conférences régionales et internationales.

**Etudes :**

* Ph.D., Université Aoyama Gakuin, École supérieure de droit (2020)

Thèse : *Le droit au recours des enfants victimes de violations des droits de l’homme international et du droit humanitaire*

* LL.M., Université de Tokyo, École supérieure de droit et de politique (2003)

Thèse de master : *Clauses dérogatoires pour les ressortissants et protection diplomatique dans les traités de paix*

* Master of International Affairs (M.I.A.) in Human Rights and Humanitarian Affairs, Columbia University, School of International and Public Affairs (1999)
* Diplôme (habilitant à pratiquer le droit), Institut de formation et de recherche juridiquues de la Cour suprême du Japon (1990)
* LL.B. en Études de droit international, Université Sophia, Faculté de droit (1987)

**Expertise pertinente sur les droits de l’enfant :**

* J’ai activement contribué au CDE durant mon premier mandat, notamment en :
* Dirigeant les travaux sur la [Journée de débat général 2018 du CDE sur « La Protection et l’autonomisation des enfants en tant que défenseurs des droits humains »](https://www.ohchr.org/EN/HRBodies/CRC/Pages/Discussion2018.aspx) en tant que co-coordinatrice du Groupe de travail de la Journée 2018 ;
* Améliorant les méthodes de travail du CDE en tant que coordinatrice du Groupe de travail sur les méthodes de travail ;
* Prenant part au processus d’évaluation des Organes de suivi 2020 en tant que co-point focal du CDE ; et
* Participant au Groupe de travail sur l’[Observation générale conjointe en matière de droits de l’homme des enfants dans le contexte des migrations internationales](https://tbinternet.ohchr.org/_layouts/15/treatybodyexternal/Download.aspx?symbolno=CRC/C/GC/23&Lang=en), le Groupe de travail sur l’[Observation générale sur les droits de l’enfant en relation avec l’environnement numérique](https://www.ohchr.org/EN/HRBodies/CRC/Pages/GCChildrensRightsRelationDigitalEnvironment.aspx), le Groupe de travail sur les ODD, et le Groupe de travail sur la participation des enfants.
* Pendant environ 30 ans de pratique du droit de la famille, qui comprennent 15 ans d’expérience dans la médiation familiale au niveau international, je me suis inlassablement engagée pour l’intégration d’une approche fondée sur les droits de l’enfant dans la législation, les procédures et les pratiques du droit de la famille, en encourageant les États parties et les professionnels concernés à promouvoir l’intérêt supérieur de l’enfant, la participation de l’enfant et la médiation.
* Je me suis activement engagée dans des efforts cherchant à améliorer l’accès à la justice chez les groupes de personnes vulnérables telles que les familles de migrants et les victimes du trafic d’êtres humains, y compris les enfants, en fondant au Japon le « Réseau d’avocats pour les étrangers » (dans lequel j’ai servi comme co-représentante de 2009 à 2019) et « Avocats pour les victimes du trafic d’êtres humains » (ancienne « Équipe du projet sur la traite des personnes ») (où j’ai la fonction de représentante depuis 2013).

**Listes des publications les plus récentes du candidat dans le domaine des droits de l’enfant :**

* « La Convention de la Haye et le droit international des droits de l’homme », *Guide pour la mise en œuvre nationale de la Convention de la Haye*, Mikiko Otani et Yuko Nishitani (éds) (à paraître en 2020) (japonais)
* « Les activités des mécanismes des droits de l’homme des Nations Unies pour la protection des droits de l’enfant dans le cadre des mouvements de population », *Les études des Nations Unies*, no 19 (2018) (japonais)
* « La cinquième Conférence mondiale sur les femmes - une opportunité pour l’autonomisation des filles », *Asian Breeze*, no 83 (2018) (anglais)
* « Position de la famille dans le droit international des droits de l’homme », *Droits de l’homme internationaux*, no 28 (2017) (japonais)
* *Droit de la famille : Comparaisons juridictionnelles*, James Stewart (éd.) (European Lawyer Reference) (auteur pour Chapter on Japan) (2013) (anglais)